

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/L-Edit-de-Caracalla-Par-Xavier-de-C>

# « L'Édit de Caracalla », Par Xavier de C\*\*\*

- Livres -

Date de mise en ligne : mardi 24 décembre 2002

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Le succès du dernier livre de Régis Debray, *L'Edit de Caracalla*, doit davantage au bouche-à-oreille qu'à l'attention des grands médias. Rien d'étonnant à cela en ce qu'il révèle le non-dit, l'inexprimé d'une posture des « élites » qu'avait déjà si bien analysée Paul Valéry lorsqu'il écrivait en 1925 : « *L'Europe aspire visiblement à être gouvernée par une commission étasunienne***

*L'Edit* se présente comme la traduction d'une longue lettre écrite en anglais à Debray, peu après le 11 septembre, par son ancien condisciple Xavier de C\*\*\*, haut fonctionnaire de l'ombre au croisement de la diplomatie, de la défense et du renseignement. Pourquoi en anglais ? Tout simplement parce que l'intéressé est allé jusqu'au bout de la logique du « Nous sommes tous Américains » : il a carrément acquis la citoyenneté des Etats-Unis, désir des « sans-passeport américain » qui aspirent sans se l'avouer à la « régularisation », et que l'on trouve en nombre chez les décideurs français et européens [1].

Ce choix, à première vue étonnant pour un homme d'un tel profil, ne doit rien au sentiment, mais tout à la *realpolitik*. Il se veut la préfiguration personnelle d'un projet historique : la création des Etats-Unis occidentaux (EUO), fusion de l'Europe et des Etats-Unis sous une direction unique pour former un empire qui garantira la « *communauté de destin des sociétés libérales fragilisées* » par la montée de l'islam et de la Chine. Une façon de « *passer du statut d'américanisé de deuxième zone à celui d'Américain à part entière* », tant il est vrai que « *l'américanité est un fait acquis, la citoyenneté transatlantique un droit à conquérir* ». L'affaire n'est cependant pas gagnée d'avance, car il faut convaincre les deux parties de l'intérêt de cette nouvelle configuration géopolitique. Xavier de C\*\*\* s'y emploie en développant deux argumentaires : l'un à destination du président des Etats-Unis, l'autre soumis au président de la Commission européenne. Au premier, appelé à devenir l'empereur Caracalla du XXIème siècle [2], il indique : « *Vous trouverez dans nos milieux intellectuels et artistiques, particulièrement en France et en Italie, une fidélité enthousiaste au drapeau étoilé à laquelle vos campus ne vous ont plus habitué.* »

Le travail semble encore plus facile sur le Vieux Continent, car, s'il existe certes une réflexion européenne, le réflexe, lui, est déjà américain. Les cinquante ans de construction communautaire n'auront cependant pas été inutiles : ils constituent un excellent préambule, un « *sas de dénationalisation* » qui rendra presque indolore l'absorption dans l'EUO. La France, parce qu'elle est réputée récalcitrante au *leadership* de Washington, devra faire les gestes symboliques et juridiques indispensables « *avant et mieux que ses voisins* ». Aux grincheux et autres « *moisis* » on rappellera que, dans l'empire, il y aura toujours plusieurs façons d'être euro-américain, les aménagements nécessaires n'étant pas si nombreux : « *Un drapeau à rajouter derrière une table, l'hymne national pour les fêtes locales, une simple permutation des messages en français et en anglais sur les vols d'Air France.* »

Dans sa postface, dans laquelle il retrace la carrière hors normes de Xavier de C\*\*\*, Régis Debray affirme qu'il « *pose avec de longues mesures d'avance la question-clé du siècle à venir, une fois dissipées les euphories du "leurre" européen* ». On pardonnera volontiers à l'auteur cette autocongratulation, véritable défi lancé à une Europe qui doit encore prouver qu'elle entend être européenne...

---

[1] Lire « [La langue-dollar](#) », *Le Monde diplomatique*, mai 2000.

[2] En l'an 212 de notre ère, l'empereur Caracalla, par ailleurs sombre brute, eut l'idée géniale d'étendre à tous les hommes libres de l'Empire le droit de cité romain, ce qui « valut à une Rome essoufflée des millions de recrues nouvelles, de contribuables et de talents ».